



Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société

Faro, 27.X.2005

Le traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne est entré en vigueur le 1er décembre 2009. Par conséquent, à partir de cette date, toute mention de la Communauté européenne doit être lue comme l'Union européenne.

Rapport explicatif
English
Traductions

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que l'un des buts du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes fondés sur le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit, qui sont leur patrimoine commun ;

Reconnaissant la nécessité de placer la personne et les valeurs humaines au centre d'un concept élargi et transversal du patrimoine culturel ;

Mettant en exergue la valeur et le potentiel du patrimoine culturel bien géré en tant que ressource de développement durable et de qualité de la vie dans une société en constante évolution ;

Reconnaissant que toute personne a le droit, tout en respectant les droits et libertés d'autrui, de s'impliquer dans le patrimoine culturel de son choix comme un aspect du droit de prendre librement part à la vie culturelle consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies (1948) et garanti par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) ;

Convaincus du besoin d'impliquer chacun dans le processus continu de définition et de gestion du patrimoine culturel ;

Convaincus du bien-fondé des politiques du patrimoine et des initiatives pédagogiques qui traitent équitablement tous les patrimoines culturels et promeuvent ainsi le dialogue entre les cultures et entre les religions ;

Se référant aux divers instruments du Conseil de l'Europe, en particulier la Convention culturelle européenne (1954), la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (1985), la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (1992, révisée) et la Convention européenne du paysage (2000) ;

Certains de l'intérêt existant à créer un cadre paneuropéen de coopération qui vienne favoriser le processus dynamique de mise en application effective de ces principes ;

Sont convenus de ce qui suit :

Titre I – Objectifs, définitions et principes

Article 1 – Objectifs de la Convention

Les Parties à la présente Convention conviennent :

- a de reconnaître que le droit au patrimoine culturel est inhérent au droit de participer à la vie culturelle, tel que défini dans la Déclaration universelle des droits de l'homme;
- b de reconnaître une responsabilité individuelle et collective envers ce patrimoine culturel;
- c de faire ressortir que la conservation du patrimoine culturel et son utilisation durable ont comme but le développement humain et la qualité de la vie;
- d de prendre les mesures nécessaires pour l'application des dispositions de la présente Convention en ce qui concerne :
 - l'apport du patrimoine culturel dans l'édification d'une société pacifique et démocratique ainsi que dans le processus de développement durable et de promotion de la diversité culturelle;
 - la meilleure synergie des compétences entre tous les acteurs publics, institutionnels et privés concernés.

Article 2 – Définitions

Aux fins de la présente Convention,

- a le patrimoine culturel constitue un ensemble de ressources héritées du passé que des personnes considèrent, par-delà le régime de propriété des biens, comme un reflet et une expression de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions en continuelle évolution. Cela inclut tous les aspects de l'environnement résultant de l'interaction dans le temps entre les personnes et les lieux ;
- b une communauté patrimoniale se compose de personnes qui attachent de la valeur à des aspects spécifiques du patrimoine culturel qu'elles souhaitent, dans le cadre de l'action publique, maintenir et transmettre aux générations futures.

Article 3 – Patrimoine commun de l'Europe

Les Parties conviennent de promouvoir une reconnaissance du patrimoine commun de l'Europe qui recouvre :

- a tous les patrimoines culturels en Europe constituant dans leur ensemble une source partagée de mémoire, de compréhension, d'identité, de cohésion et de créativité; et,
- b les idéaux, les principes et les valeurs, issus de l'expérience des progrès et des conflits passés, qui favorisent le développement d'une société de paix et de stabilité fondée sur le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit.

Article 4 – Droits et responsabilités concernant le patrimoine culturel

Les Parties reconnaissent :

- a que toute personne, seule ou en commun, a le droit de bénéficier du patrimoine culturel et de contribuer à son enrichissement ;
- b qu'il est de la responsabilité de toute personne, seule ou en commun, de respecter aussi bien le patrimoine culturel des autres que son propre patrimoine et en conséquence le

patrimoine commun de l'Europe;

c que l'exercice du droit au patrimoine culturel ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont nécessaires dans une société démocratique à la protection de l'intérêt public, des droits et des libertés d'autrui.

Article 5 – Droit et politiques du patrimoine culturel

Les Parties s'engagent :

a à reconnaître l'intérêt public qui s'attache aux éléments du patrimoine culturel en fonction de leur importance pour la société;

b à valoriser le patrimoine culturel à travers son identification, son étude, son interprétation, sa protection, sa conservation et sa présentation;

c à assurer, dans le contexte particulier de chaque Partie, l'existence de mesures législatives relatives aux modalités d'exercice du droit au patrimoine culturel défini à l'article 4;

d à favoriser un environnement économique et social propice à la participation aux activités relatives au patrimoine culturel ;

e à promouvoir la protection du patrimoine culturel comme un élément majeur des objectifs conjugués du développement durable, de la diversité culturelle et de la création contemporaine;

f à reconnaître la valeur du patrimoine culturel situé sur les territoires relevant de leur juridiction, quelle que soit son origine;

g à élaborer des stratégies intégrées pour faciliter la réalisation des dispositions de la présente Convention.

Article 6 – Effets de la Convention

Aucune des dispositions de la présente Convention ne sera interprétée :

a comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales qui pourraient être sauvegardés par des instruments internationaux, notamment par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ;

b comme affectant les dispositions plus favorables concernant le patrimoine culturel et l'environnement qui figurent dans d'autres instruments juridiques nationaux ou internationaux ;

c comme créant des droits exécutoires.

Titre II – Apport du patrimoine culturel à la société et au développement humain

Article 7 – Patrimoine culturel et dialogue

Les Parties s'engagent, à travers l'action des pouvoirs publics et des autres organes compétents :

a à encourager la réflexion sur l'éthique et sur les méthodes de présentation du patrimoine culturel ainsi que le respect de la diversité des interprétations;

b à établir des processus de conciliation pour gérer de façon équitable les situations où des valeurs contradictoires sont attribuées au même patrimoine par diverses communautés;

c à accroître la connaissance du patrimoine culturel comme une ressource facilitant la coexistence pacifique en promouvant la confiance et la compréhension mutuelle dans une perspective de résolution et de prévention des conflits;

d à intégrer ces démarches dans tous les aspects de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

Article 8 – Environnement, patrimoine et qualité de la vie

Les Parties s'engagent à utiliser tous les aspects patrimoniaux de l'environnement culturel :

a pour enrichir les processus du développement économique, politique, social et culturel, et l'aménagement du territoire, en recourant, si nécessaire, à des études d'impact culturel et à des stratégies de réduction des dommages;

b pour promouvoir une approche intégrée des politiques relatives à la diversité culturelle, biologique, géologique et paysagère visant un équilibre entre ces composantes;

c pour renforcer la cohésion sociale en favorisant le sentiment de responsabilité partagée envers l'espace de vie commun;

d pour promouvoir un objectif de qualité pour les créations contemporaines s'insérant dans l'environnement sans mettre en péril ses valeurs culturelles.

Article 9 – Usage durable du patrimoine culturel

Pour faire perdurer le patrimoine culturel, les Parties s'engagent :

a à promouvoir le respect de l'intégrité du patrimoine culturel en s'assurant que les décisions d'adaptation incluent une compréhension des valeurs culturelles qui lui sont inhérentes;

b à définir et à promouvoir des principes de gestion durable, et à encourager l'entretien;

c à s'assurer que les besoins spécifiques de la conservation du patrimoine culturel sont pris en compte dans toutes les réglementations techniques générales;

d à promouvoir l'utilisation des matériaux, des techniques et du savoir-faire issus de la tradition, et à explorer leur potentiel dans la production contemporaine;

e à promouvoir la haute qualité des interventions à travers des systèmes de qualification et d'accréditation professionnelles des personnes, des entreprises et des institutions.

Article 10 – Patrimoine culturel et activité économique

En vue de valoriser le potentiel du patrimoine culturel en tant que facteur de développement économique durable, les Parties s'engagent :

a à accroître l'information sur le potentiel économique du patrimoine culturel et à l'utiliser ;

b à prendre en compte le caractère spécifique et les intérêts du patrimoine culturel dans l'élaboration des politiques économiques ; et

c à veiller à ce que ces politiques respectent l'intégrité du patrimoine culturel sans compromettre ses valeurs intrinsèques.

Titre III – Responsabilité partagée envers le patrimoine culturel et participation du public

Article 11 – Organisation des responsabilités publiques en matière de patrimoine culturel

Dans la gestion du patrimoine culturel, les Parties s'engagent :

a à promouvoir une approche intégrée et bien informée de l'action des pouvoirs publics dans tous les secteurs et à tous les niveaux;

- b à développer les cadres juridiques, financiers et professionnels qui permettent une action combinée de la part des autorités publiques, des experts, des propriétaires, des investisseurs, des entreprises, des organisations non gouvernementales et de la société civile;
- c à développer des pratiques innovantes de coopération des autorités publiques avec d'autres intervenants;
- d à respecter et à encourager des initiatives bénévoles complémentaires à la mission des pouvoirs publics;
- e à encourager les organisations non gouvernementales concernées par la conservation du patrimoine d'intervenir dans l'intérêt public.

Article 12 – Accès au patrimoine culturel et participation démocratique

Les Parties s'engagent :

- a à encourager chacun à participer :
 - au processus d'identification, d'étude, d'interprétation, de protection, de conservation et de présentation du patrimoine culturel ;
 - à la réflexion et au débat publics sur les chances et les enjeux que le patrimoine culturel représente ;
- b à prendre en considération la valeur attachée au patrimoine culturel auquel s'identifient les diverses communautés patrimoniales ;
- c à reconnaître le rôle des organisations bénévoles à la fois comme partenaire d'intervention et comme facteurs de critique constructive des politiques du patrimoine culturel ;
- d à prendre des mesures pour améliorer l'accès au patrimoine, en particulier auprès des jeunes et des personnes défavorisées, en vue de la sensibilisation à sa valeur, à la nécessité de l'entretenir et de le préserver, et aux bénéfices que l'on peut en tirer.

Article 13 – Patrimoine culturel et savoir

Les Parties s'engagent :

- a à faciliter l'insertion de la dimension patrimoniale culturelle à tous les niveaux de l'enseignement, pas nécessairement en tant qu'objet d'étude spécifique, mais comme un moyen propice d'accès à d'autres domaines de connaissance;
- b à renforcer le lien entre l'enseignement dans le domaine du patrimoine culturel et la formation continue;
- c à encourager la recherche interdisciplinaire sur le patrimoine culturel, les communautés patrimoniales, l'environnement et leurs relations;
- d à encourager la formation professionnelle continue et l'échange des connaissances et de savoir-faire à l'intérieur et à l'extérieur du système d'enseignement.

Article 14 – Patrimoine culturel et société de l'information

Les Parties s'engagent à développer l'utilisation des techniques numériques pour améliorer l'accès au patrimoine culturel et aux bénéfices qui en découlent :

- a en encourageant les initiatives qui favorisent la qualité des contenus et tendent à garantir la diversité des langues et des cultures dans la société de l'information;

b en favorisant des normes compatibles à l'échelon international relatives à l'étude, à la conservation, à la mise en valeur et à la sécurité du patrimoine culturel, tout en luttant contre le trafic illicite en matière de biens culturels;

c en visant à lever les obstacles en matière d'accès à l'information relative au patrimoine culturel, en particulier à des fins pédagogiques, tout en protégeant les droits de propriété intellectuelle;

d en ayant conscience que la création de contenus numériques relatifs au patrimoine ne devrait pas nuire à la conservation du patrimoine existant.

Titre IV – Suivi et coopération

Article 15 – Engagement des Parties

Les Parties s'engagent :

a à développer, à travers le Conseil de l'Europe, une fonction de suivi portant sur les législations, les politiques et les pratiques en matière de patrimoine culturel, conformément aux principes énoncés par la présente Convention;

b à maintenir, à développer et à alimenter en données un système partagé d'information, accessible au public, qui facilite l'évaluation de la mise en œuvre par chaque Partie des engagements résultant de la présente Convention.

Article 16 – Mécanisme de suivi

a Le Comité des Ministres, conformément à l'article 17 du Statut du Conseil de l'Europe, instituera un comité approprié ou désignera un comité déjà existant chargé du suivi de l'application de la Convention et habilité à définir les modalités d'exercice de sa mission;

b Le comité ainsi désigné :

- établit des règles de procédure en tant que de besoin;
- supervise le système partagé d'information visé à l'article 15 en établissant un rapport d'ensemble sur la mise en œuvre des engagements liés à la Convention;
- formule un avis consultatif sur toute question d'une ou de plusieurs Parties relative à l'interprétation de la Convention, en prenant en considération tous les instruments juridiques du Conseil de l'Europe;
- à l'initiative d'une ou de plusieurs Parties, entreprend une évaluation de l'un ou l'autre aspect de leur application de la Convention;
- encourage la mise en œuvre transsectorielle de la présente Convention en collaborant avec d'autres comités et en participant à d'autres initiatives du Conseil de l'Europe;
- fait rapport au Comité des Ministres sur ses activités.

Le comité peut associer à ses travaux des experts et des observateurs.

Article 17 – Coopération à travers les activités de suivi

Les Parties s'engagent à coopérer entre elles et à travers le Conseil de l'Europe dans la poursuite des objectifs et des principes de cette Convention, particulièrement dans la promotion de la reconnaissance du patrimoine commun de l'Europe :

a en mettant en place des stratégies de collaboration répondant aux priorités retenues dans le

processus de suivi;

b en promouvant les activités multilatérales et transfrontalières, et en développant des réseaux de coopération régionale afin de mettre en œuvre ces stratégies;

c en échangeant, en développant, en codifiant et en assurant la diffusion de bonnes pratiques;

d en informant le public sur les objectifs et la mise en œuvre de la Convention.

Des Parties peuvent, par accord mutuel, établir des arrangements financiers facilitant la coopération internationale.

Titre V – Clauses finales

Article 18 – Signature et entrée en vigueur

a La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe.

b Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

c La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle dix Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

d Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui exprimerait ultérieurement son consentement à être lié par elle le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 19 – Adhésion

a Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe, ainsi que la Communauté européenne, à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité des Ministres.

b Pour tout Etat adhérent, ou pour la Communauté européenne en cas d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 20 – Application territoriale

a Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

b Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

c Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 21 – Dénonciation

a Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

b La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 22 – Amendements

a Toute Partie et le comité cité à l'article 16 peuvent présenter des amendements à la présente Convention.

b Toute proposition d'amendement est notifiée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui la communique aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Parties et à chaque Etat non membre et la Communauté européenne invités à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 19.

c Le comité examine tout amendement présenté et soumet au Comité des Ministres, pour adoption, le texte retenu par une majorité fixée aux trois quarts des représentants des Parties. Après son adoption par le Comité des Ministres à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité par les Etats Parties ayant le droit de siéger au Comité des Ministres, le texte sera envoyé aux Parties pour acceptation.

d Tout amendement entrera en vigueur, pour les Parties qui l'acceptent, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle dix Etats membres du Conseil de l'Europe auront notifié au Secrétaire Général leur acceptation. L'amendement entrera en vigueur, pour toute Partie qui exprimerait ultérieurement son acceptation, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général de l'acceptation.

Article 23 – Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat ayant adhéré ou ayant été invité à adhérer à la présente Convention, et à la Communauté européenne ayant adhéré ou été invitée à adhérer :

- a toute signature;
- b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 18, 19 et 20 ;
- d tout amendement proposé à la présente Convention conformément à son article 22 ainsi que la date d'entrée en vigueur dudit amendement ;
- e tout autre acte, déclaration, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Faro, le 27 octobre 2005, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat ou la Communauté européenne invité à adhérer à celle-ci.

Convenzione di Faro

Consiglio d'Europa - Convenzione quadro del Consiglio d'Europa sul valore del patrimonio culturale per la Società (CETS no. 199) 18/03/08

Faro, 27.X.2005

Sommario:

Parte I: Obiettivi, definizioni e principi	Pag. 3
Parte II: Il contributo del patrimonio culturale allo sviluppo dell'essere umano e della società.	» 6
Parte III: Responsabilità condivisa nei confronti del patrimonio culturale e partecipazione del pubblico	» 8
Parte IV: Controllo e cooperazione	» 10
Parte V: Clausole finali	» 12

Preambolo

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione, ritenendo che uno degli obiettivi del Consiglio d'Europa è di realizzare una unione più stretta fra i suoi membri, allo scopo di salvaguardare e promuovere quegli ideali e principi, fondati sul rispetto dei diritti dell'uomo, della democrazia e dello stato di diritto, che costituiscono il loro patrimonio comune;

riconoscendo la necessità di mettere la persona e i valori umani al centro di un'idea allargata e interdisciplinare di patrimonio culturale;

rimarcando il valore ed il potenziale del patrimonio culturale adeguatamente gestito come risorsa sia per lo sviluppo durevole che per la qualità della vita, in una società in costante evoluzione;

riconoscendo che ogni persona ha il diritto, nel rispetto dei diritti e delle libertà altrui, ad interessarsi al patrimonio culturale di propria scelta, in quanto parte del diritto di partecipare liberamente alla vita culturale, diritto custodito nella Dichiarazione universale delle Nazioni Unite dei diritti dell'uomo (1948) e garantito dal Patto Internazionale sui Diritti Economici, Sociali e Culturali (1966);

convinti della necessità di coinvolgere ogni individuo nel processo continuo di definizione e di gestione del patrimonio culturale;

convinti della fondatezza del principio delle politiche di patrimoniali e delle iniziative educative che trattino equamente tutti i patrimoni culturali, e promuovano così il dialogo fra le culture e le religioni;

richiamandosi ai vari strumenti del Consiglio d'Europa, in particolare alla Convenzione Culturale Europea (1954), alla Convenzione di Salvaguardia del Patrimonio Architettonico d'Europa (1985), alla Convenzione Europea sulla protezione del Patrimonio Archeologico (1992, modificata) e alla Convenzione Europea per il Paesaggio (2000);

convinti dell'importanza di creare un sistema di riferimento pan-europeo per la cooperazione, che possa favorire il processo dinamico dell'attuazione di questi principi;

hanno convenuto quanto segue:

Parte I: Obiettivi, definizioni e principi

Le Parti Firmatarie della presente Convenzione si impegnano:

- a) a riconoscere che il diritto al patrimonio culturale è inerente al diritto di partecipare alla vita culturale, così come definito nella Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo;
- b) a riconoscere una responsabilità individuale e collettiva nei confronti del patrimonio culturale;
- c) a sottolineare che la conservazione del patrimonio culturale, ed il relativo uso durevole, hanno come obiettivo lo sviluppo umano e la qualità della vita;
- d) a prendere le misure necessarie per applicare le disposizioni di questa Convenzione riguardo:
 - al ruolo del patrimonio culturale nella costruzione di una società pacifica e democratica, nei processi di sviluppo durevole nella promozione della diversità culturale;
 - ad una maggiore sinergia di competenze fra tutti gli attori pubblici

Articolo 2 - Definizioni

Per gli scopi di questa Convenzione,

- a) il patrimonio culturale è un insieme di risorse ereditate dal passato che alcune persone identificano, indipendentemente da chi ne detenga la proprietà, come riflesso ed espressione dei loro valori, credenze, conoscenze e tradizioni costantemente in evoluzione. Esso comprende tutti gli aspetti dell'ambiente derivati dall'interazione nel tempo fra le persone e i luoghi;
- b) una comunità patrimoniale è costituita da persone che attribuiscono valore a degli aspetti specifici del patrimonio culturale, che essi desiderano, nel quadro di un'azione pubblica, sostenere e trasmettere alle generazioni future.

Articolo 3 - Patrimonio comune dell'Europa

Le Parti Firmatarie si impegnano a promuovere la conoscenza e comprensione del patrimonio comune dell'Europa, consistente in:

- a) tutte le forme di Patrimonio Culturale in Europa che costituiscono nel loro insieme una fonte condivisa di ricordo, di comprensione, di identità, di coesione e creatività; e,
- b) gli ideali, i principi e i valori, derivati dall'esperienza ottenuta grazie al progresso e nei conflitti passati, che promuovano lo sviluppo di una società pacifica e stabile, fondata sul rispetto per i diritti dell'uomo, la democrazia e lo Stato di diritto.

Articolo 4 - Diritti e responsabilità concernenti il patrimonio culturale

Le Parti Firmatarie riconoscono che:

- a) chiunque, da solo o collettivamente, ha diritto a trarre beneficio dal patrimonio culturale e a contribuire al suo arricchimento;
- b) chiunque, da solo o collettivamente, ha la responsabilità di rispettare il patrimonio culturale di altri tanto quanto il proprio patrimonio e, di conseguenza, il patrimonio comune dell'Europa;
- c) l'esercizio del diritto al patrimonio culturale può essere soggetto soltanto a quelle limitazioni che sono necessarie in una società democratica, per la protezione dell'interesse pubblico, degli altrui diritti e libertà.

Articolo 5 - Legge e politiche del patrimonio culturale

Le Parti Firmatarie si impegnano:

- a) a riconoscere l'interesse pubblico associato con elementi del patrimonio culturale, in conformità con la loro importanza per la società;
- b) a valorizzare il patrimonio culturale attraverso la sua identificazione, studio, interpretazione, protezione, conservazione e presentazione;
- c) ad assicurare che, nel contesto specifico di ogni Parte Firmataria, esistano le disposizioni legislative per esercitare il diritto al patrimonio culturale, come definito nell'articolo 4;
- d) a favorire un clima economico e sociale che sostenga la partecipazione alle attività del patrimonio culturale;
- e) a promuovere la protezione del patrimonio culturale, quale elemento prioritario di quegli obiettivi, che si rafforzano reciprocamente, di sviluppo durevole, di diversità culturale e di

- creatività contemporanea;
- f) a riconoscere il valore del patrimonio culturale sito nei territori sotto la propria giurisdizione, indipendentemente dalla sua origine;
 - g) a formulare strategie integrate per facilitare l'esecuzione delle disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 6 - Effetti della Convenzione

Nessuna misura di questa Convenzione potrà in alcun modo essere interpretata al fine di:

- a) limitare o mettere in pericolo i diritti dell'uomo e le libertà fondamentali che possano essere salvaguardate dagli strumenti internazionali, in particolare, dalla Dichiarazione universale dei Diritti dell'Uomo e dalla Convenzione per la protezione dei Diritti dell'uomo e delle Libertà fondamentali;
- b) influenzare disposizioni più favorevoli riguardo al patrimonio culturale e all'ambiente, contenute in altri strumenti giuridici nazionali o internazionali;
- c) generare diritti immediatamente esecutivi.

Parte II: Il contributo del patrimonio culturale allo sviluppo dell'essere umano e della società

Articolo 7 - Patrimonio culturale e dialogo

Le Parti Firmatarie si impegnano, attraverso autorità pubbliche ed altri enti competenti:

- a) ad incoraggiare la riflessione sull'etica e sui metodi di presentazione del patrimonio culturale, ed inoltre il rispetto per la diversità delle interpretazioni;
- b) a stabilire i procedimenti di conciliazione per gestire equamente le situazioni dove valori contraddittori siano attribuiti allo stesso patrimonio culturale da comunità diverse;
- c) a sviluppare la conoscenza del patrimonio culturale come risorsa per facilitare la coesistenza pacifica, promuovendo la fiducia e la comprensione reciproca, in una prospettiva di risoluzione e di prevenzione dei conflitti;
- d) ad integrare questi metodi in tutti gli aspetti dell'educazione e della formazione permanente.

Articolo 8 - Ambiente, patrimonio e qualità della vita

Le Parti Firmatarie si impegnano a utilizzare tutte le caratteristiche patrimoniali dell'ambiente culturale:

- a) per arricchire i processi di sviluppo economico, politico, sociale e culturale e di pianificazione dell'uso del territorio, ricorrendo, ove necessario, a valutazioni di impatto sul patrimonio culturale, e adottando strategie di riduzione dei danni;
- b) per promuovere un approccio integrato alle politiche riguardo alla diversità culturale, biologica, geologica e paesaggistica al fine di ottenere un equilibrio fra questi elementi;
- c) per rinforzare la coesione sociale promuovendo un senso di responsabilità condivisa nei confronti dei luoghi di vita comune ;
- d) per promuovere un obiettivo di qualità nelle modificazioni contemporanee dell'ambiente senza mettere in pericolo i suoi valori culturali.

Articolo 9 - Uso sostenibile del patrimonio culturale

Al fine di rendere durevole il patrimonio culturale, le Parti Firmatarie si impegnano:

- a) a promuovere il rispetto per l'integrità del patrimonio culturale, accertandosi che le decisioni circa i cambiamenti includano una comprensione dei valori culturali interessati;

- b) a definire e promuovere principi per una gestione durevole e ad incoraggiarne la salvaguardia;
- c) ad accertarsi che tutte le regolamentazioni tecniche generali tengano conto dei requisiti specifici di conservazione del patrimonio culturale;
- d) a promuovere l'uso dei materiali, delle tecniche e delle professionalità derivati dalla tradizione, ed esplorarne il potenziale per applicazioni contemporanee;
- e) a promuovere l'alta qualità degli interventi attraverso i sistemi di qualifica e accreditamento professionali per gli individui, le imprese e le istituzioni.

Articolo 10 – Patrimonio culturale e attività economica

Per utilizzare pienamente il potenziale del patrimonio culturale come fattore nello sviluppo economico durevole, le Parti Firmatarie si impegnano:

- a) ad accrescere la consapevolezza del potenziale economico del patrimonio culturale e a utilizzarlo;
- b) a considerare il carattere specifico e gli interessi del patrimonio culturale nel pianificare le politiche economiche; e
- c) ad accertarsi che queste politiche rispettino l'integrità del patrimonio culturale senza comprometterne i valori intrinseci.

Parte III: Responsabilità condivisa nei confronti del patrimonio culturale e partecipazione del pubblico

Articolo 11 – Organizzazione delle responsabilità pubbliche in materia di patrimonio culturale

Nella gestione del patrimonio culturale, le Parti Firmatarie si impegnano:

- a) a promuovere un metodo integrato e bene informato da parte delle istituzioni pubbliche in tutti i settori e a tutti i livelli;
- b) a sviluppare il contesto giuridico, finanziario e professionale che permetta l'azione congiunta di autorità pubbliche, esperti, proprietari, investitori, imprese, organizzazioni non governative e società civile;
- c) a sviluppare metodi innovativi affinché le autorità pubbliche cooperino con altri attori;
- d) a rispettare e incoraggiare iniziative volontarie che integrino i ruoli delle autorità pubbliche;
- e) ad incoraggiare organizzazioni non governative interessate alla conservazione del patrimonio ad agire nell'interesse pubblico.

Articolo 12 - Accesso al patrimonio culturale e partecipazione democratica

Le Parti Firmatarie si impegnano:

- a) ad incoraggiare ciascuno a partecipare:
- b) al processo di identificazione, studio, interpretazione, protezione, conservazione e presentazione del patrimonio culturale;
- c) alla riflessione e al dibattito pubblico sulle opportunità e sulle sfide che il patrimonio culturale rappresenta;
- d) a prendere in considerazione il valore attribuito da ogni comunità patrimoniale al patrimonio culturale in cui si identifica;
- e) a riconoscere il ruolo delle organizzazioni di volontariato sia come soci nelle attività che come fattori di critica costruttiva nei confronti delle politiche per il patrimonio culturale;
- f) a promuovere azioni per migliorare l'accesso al patrimonio, particolarmente fra i giovani e le persone svantaggiate, al fine di potenziare la consapevolezza del suo valore, la necessità di conservarlo e preservarlo, e dei benefici che ne possono derivare.

Articolo 13 - Patrimonio culturale e conoscenza

Le Parti Firmatarie si impegnano:

- a) a facilitare l'inserimento della dimensione del patrimonio culturale a tutti i livelli di formazione, non necessariamente come argomento di studio specifico, ma come fonte feconda anche in altri ambiti di studio;
- b) a rinforzare il collegamento fra la formazione nell'ambito del patrimonio culturale e la formazione professionale;
- c) ad incoraggiare la ricerca interdisciplinare sul patrimonio culturale, sulle comunità patrimoniali, sull'ambiente e sulla loro correlazione;
- d) a incoraggiare la formazione professionale continua e lo scambio di conoscenze e competenze, sia all'interno di che fuori dal sistema formativo.

Articolo 14 – Patrimonio culturale e società dell'informazione

Le Parti Firmatarie si impegnano a sviluppare l'utilizzo delle tecnologie digitali per migliorare l'accesso al patrimonio culturale e ai benefici che derivano da esso:

- a) potenziando le iniziative che promuovano la qualità dei contenuti e si sforzino di garantire la diversità delle lingue e delle culture nella società dell'informazione;
- b) favorendo standard di compatibilità internazionali per lo studio, la conservazione, la valorizzazione e la protezione del patrimonio culturale, combattendo nel contempo il traffico illecito della proprietà culturale;
- c) sforzandosi di abbattere gli ostacoli che limitino l'accesso alle informazioni per quanto riguarda il patrimonio culturale, specialmente a fini educativi, proteggendo nel contempo i diritti di proprietà intellettuale;
- d) riconoscendo che la creazione di contenuti digitali relativi al patrimonio non dovrebbe pregiudicare la conservazione del patrimonio attuale.

Parte IV: Controllo e cooperazione

Articolo 15 - Impegni delle Parti

Le Parti Firmatarie si impegnano:

- a) a sviluppare, attraverso il Consiglio d'Europa, un esercizio di monitoraggio in base a competenze in tema di legislazione, di politiche e di pratiche riguardanti il patrimonio culturale, coerente con i principi stabiliti dalla presente Convenzione;
- b) a curare, sviluppare e aggiornare un sistema informativo comune, accessibile al pubblico, che faciliti la valutazione di come ogni Parte rispetti i relativi impegni risultanti dalla presente Convenzione.

Articolo 16 - Meccanismo di Monitoraggio

- a) il comitato dei Ministri, conforme all'articolo 17 dello statuto del Consiglio d'Europa, nominerà un comitato apposito o indicherà un comitato già esistente al fine di monitorare l'applicazione della Convenzione, e competente a stabilire le modalità di esercizio dei suoi compiti;
- b) Il comitato così designato dovrà:
 - stabilire delle norme di procedura quando necessarie;
 - gestire il sistema informativo comune considerato nell'articolo 15, attraverso il controllo e la supervisione delle modalità di attuazione di ciascun impegno legato alla presente Convenzione;
 - fornire un parere consultivo, su richiesta di una o più Parti, su ogni domanda concernente l'interpretazione della Convenzione, prendendo in considerazione tutti gli strumenti giuridici del Consiglio di Europa;
 - su iniziativa di uno o più Parti, intraprendere una valutazione di ogni aspetto della loro realizzazione della Convenzione;
 - promuovere l'applicazione tra vari settori di questa Convenzione collaborando con altri comitati e partecipando ad altre iniziative del Consiglio d'Europa;
 - riferire al Comitato dei Ministri sulle proprie attività.

Il comitato può far partecipare ai suoi lavori esperti e osservatori.

Articolo 17 - Cooperazione nelle attività di controllo

- a) Le Parti Firmatarie si impegnano a cooperare le une con le altre ed attraverso il Consiglio d'Europa nel perseguire gli obiettivi ed i principi di questa Convenzione, e in particolare a promuovere il riconoscimento del patrimonio comune europeo:
- b) mettendo in opera strategie di collaborazione, in risposta alle priorità identificate attraverso il processo di monitoraggio;
- c) promuovendo attività multilaterali e transfrontaliere, e sviluppando reti di per la cooperazione regionale al fine di attuare queste strategie;
- d) scambiando, sviluppando, codificando e garantendo la diffusione di buone prassi;
- e) informando l'opinione pubblica sugli obiettivi e l'esecuzione della presente Convenzione

Tutte le Parti possono, previo mutuo accordo, sottoscrivere accordi finanziari per facilitare la cooperazione internazionale.

Parte V: Clausole finali

Articolo 18 - La firma e l'entrata in vigore

questa Convenzione è disponibile per la firma da parte degli Stati membri del Consiglio d'Europa.

- a) essa sarà soggetta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti della ratifica, accettazione o approvazione dovranno essere depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
- b) la presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese seguente la scadenza di un periodo di tre mesi successivi alla data in cui dieci Stati membri del Consiglio d'Europa abbiano espresso il consenso ad essere vincolati dalla Convenzione in conformità con le disposizioni del paragrafo precedente.
- c) per ogni Stato firmatario che in un secondo tempo esprima il proprio consenso ad essere vincolato, la presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese seguente la scadenza di un periodo di tre mesi successivi alla data di deposito dello strumento della ratifica, accettazione o approvazione.

Articolo 19 - Adesione

- a) Dopo l'entrata in vigore di questa Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare qualsiasi Stato non membro del Consiglio d'Europa e della Comunità europea ad aderire alla Convenzione tramite una decisione presa dalla maggioranza prevista nell'articolo 20.d dello statuto del Consiglio d'Europa e con voto all'unanimità dei rappresentanti degli Stati contraenti con diritto a sedere nel Comitato dei Ministri.
- b) Per tutti gli Stati aderenti, o per Comunità Europea in caso di adesione, questa Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese seguente la scadenza di un periodo di tre mesi successivi alla data del deposito dello strumento dell'adesione presso il Segretario Generale del Consiglio di Europa.

Articolo 20 - Applicazione territoriale

- a) Qualsiasi Stato può, al momento della firma o all'atto del deposito del relativo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, specificare il territorio o i territori a cui la presente Convenzione si applicherà.
- b) Qualsiasi Stato, in qualsiasi data successiva, può, attraverso una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione di questa Convenzione a qualunque altro territorio specificato nella dichiarazione. Per tale territorio, la

Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese che segue la scadenza di un periodo di tre mesi successivi alla data della ricevuta di tale dichiarazione da parte del Segretario Generale.

- c) Qualsiasi dichiarazione fatta in ottemperanza ai due paragrafi precedenti potrà, rispetto a qualunque territorio specificato in tale dichiarazione, essere ritirata tramite notifica indirizzata al Segretario Generale. Il ritiro entrerà in vigore il primo giorno del mese seguente la scadenza di un periodo di sei mesi successivi alla data della ricevuta di tale notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 21 – Denuncia

- a) Ciascuna Parte può, in qualunque momento, denunciare la presente Convenzione per mezzo di una notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
- b) Tale denuncia diventerà effettiva il primo giorno del mese seguente la scadenza di un periodo di sei mesi successivi alla data di ricezione della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 22 - Emendamenti

- a) Ciascuna Parte ed il comitato di cui all' articolo 16, può proporre delle correzioni alla presente Convenzione.
- b) Qualsiasi proposta di emendamento sarà comunicata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, che la comunicherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa, alle altre Parti ed a qualunque Stato non membro e alla Comunità europea invitati ad aderire a questa Convenzione in conformità con le disposizioni dell'articolo 19.
- c) Il comitato esaminerà ogni emendamento proposto e presenterà il testo adottato da una maggioranza di tre quarti dei rappresentanti dei partecipanti al comitato dei Ministri per l'approvazione. A seguito della relativa approvazione del comitato dei Ministri, in base alla maggioranza prevista dall'articolo 20 dello statuto del Consiglio d'Europa e con voto all'unanimità degli Stati Parte aventi diritto di sedere nel comitato dei Ministri, il testo sarà spedito alle Parti per accettazione.
- d) Ogni emendamento entrerà in vigore rispetto alle Parti che lo abbiano accettato il primo giorno del mese seguente la scadenza di un periodo di tre mesi dopo data in cui dieci Stati membri del Consiglio d'Europa abbiano informato il Segretario Generale della loro accettazione. Per ogni Parte che la accetti in seguito, tale emendamento entrerà in vigore il primo giorno del mese seguente la scadenza di un periodo di tre mesi successivo alla data in cui detta Parte ha informato il Segretario Generale della relativa accettazione.

Articolo 23 - Notifiche

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa, ad ogni Stato che abbia aderito o sia stato invitato ad aderire alla presente Convenzione e alla Comunità Europea che abbia acceduto o sia stata invitata ad accedere, riguardo:

- a) ogni firma;
- b) il deposito di qualsiasi strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;
- c) ogni data di entrata in vigore di questa Convenzione in conformità con le disposizioni degli articoli 18, 19 e 20;
- d) ogni correzione proposta alla presente Convenzione in conformità con le disposizioni dell'articolo 22, così come la relativa data dell'entrata in vigore;
- e) qualsiasi altro atto, dichiarazione, notifica o comunicazione concernente questa Convenzione.

In fede di che i sottoscritti, essendo debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato questa Convenzione.

Fatto a Faro, il ventisette ottobre 2005, in inglese ed in francese, i due testi facendo ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copie certificate conformi ad ogni Stato membro del Consiglio d'Europa ed a ogni Stato o alla Comunità europea invitati a aderirvi.